

Les Représentans du Peuple, voulant organiser l'Administration de Pays conquis entre la Meuse & le Rhin, & tracer les regles que chacun doit observer, arrêtent ce qui suit :

Section premiere.

Règles Générales.

Tous les Habitans des Pays conquis sont sous la protection spéciale de la République Française à la charge par eux de ne favoriser ni directement, ni indirectement les armées des Puissances coalisées.

II. Tous ceux qui seront convaincus de correspondance & d'intelligence avec les Ennemis d'actes de complots, ou de discours contraire à la sûreté du Peuple Français, seront traduits devant les Tribunaux révolutionnaires, & jugés conformément aux Loix de la République.

III. Tous les Magistrats, tous les Fonctionnaires publics, qui seront convaincus d'avoir excité ou favorisé des émeutes contre la République, soit par des actes publics ou particuliers, soit par des discours contre la Révolution Française, seront traduits aux Tribunaux Révolutionnaires, & jugés comme ennemis du Peuple Français.

IV. Tous absens du Pays conquis, qui l'ont quitté, ou le quitteroient pour porter les armes contre la République, ou favoriser, de quelque maniere que ce soit, des projets de contre-Révolution, ne pourront y rentrer sous peine de mort.

Le jugement sera prononcé par les Commissions établies près les armées, pour juger les émigrés, & exécuté dans les 24 heures.

Les biens, meubles & immeubles desdits absens, sont & demeurent dès ce moment, acquis à la République; en conséquence, il est enjoint à quiconque en est possesseur, fermier, dépositaire ou gardien, ou se trouve nanti de leurs titres de propriété & de créance, d'en faire la déclaration, à peine d'être réputés auteurs & complices de leur émigration, & punis comme tels.

V. La même peine aura lieu contre ceux, qui, ayant connaissance de dépôts quelconques appartenant aux absens, ne les auront pas déclarés.

VI. Les Dépositaires de fonds & débiteurs des absens ne pourront se désaisir ou se libérer qu'au profit de la République, sous la même peine. Ils feront leurs déclarations à l'Agent ou préposé de la République, qui sera pour ce spécialement établis dans leur quartier ou arrondissement; ils lui remettront les fonds à eux confiés, & s'acquitteront également dans ses mains, du montant de leurs dettes échues.

VII. Les Loix & coutumes particulières des Pays conquis sont provisoirement maintenues & conservées en tout ce qui n'est pas contraire aux arrêtés des Représentans du Peuple.

VIII. Tous les Reglemens de police quelconques, en ce qui n'y est pas dérogé par les arrêtés des Représentans du Peuple, les Reglemens particuliers pour les Bois & Forêts, & spécialement ceux relativement à l'approvisionnement des marchés dans les places conquises, continueront d'être exécutés provisoirement, & sous les peines y portées.

IX. Les impositions & autres droits établis dans les Pays conquis, sous quelque dénomination qu'ils existent, continueront d'être perçus au profit de la République.

X. Les Magistrats s'adresseront aux Généraux ou Commandans, lorsqu'il y aura nécessité d'employer la voye de l'arrestation contre un habitant.

XI. Il ne sera permis d'incarcérer qui que ce soit pour dettes. Toutes les personnes maintenant détenues pour cet objet, seront sur le champ mises en liberté.

XII. Les Assignats seront reçus dans toutes les caisses publiques, & dans les transactions commerciales. Ceux qui les refuseront, les décrieront, les falsifieront, & ceux qui en colporteront de faux, seront traduits en justice, & punis conformément aux loix de la République.

XIII. Les Assignats seront reçus pour tous les payemens, qui devront être faits à la République, soit à raison de contributions ordinaires (autres que celles pécuniaires imposées par les Représentans du Peuple,) soit à raison des biens des émigrés, quand même il s'agiroit de dettes contractées & échues antérieurement à l'évacuation du pays, par les ennemis de la République. Cette disposition est aussi applicable au commerce, & aux intérêts des habitans, pour toutes leurs dettes & créances réciproques.

XIV. Les effets déposés au Mont de piété pourront aussi être retirés en payant le prix des reconnoissances en Assignats, sans aucune distinction des effets, ni de matier d'or ou d'argent, qui auroient été déposées.

XV. Le Numeraire existant dans les Caissees publiques, Municipales, & Dépôts de consignations sera versé dans la caisse du payeur de l'Armée, & sera remplacé en Assignats, à l'exception des fonds appartenant à la République.

XVI. Les Notaires, les Banquiers & tous autres Dépositaires seront tenus dans le délai de dix jours, à dater de la publication du présent arrêté, de verser dans la caisse du payeur de l'Armée, tous les Dépôts d'or & d'argent qui sont entre leurs mains. Le remplacement s'en fera en Assignats à l'exception des objets acquis de la République. Les Contrevenans seront condamnés à une amende égale à la valeur du dépôt.

XVII. Pour prévenir l'augmentation, que les Malveillans pourroient donner aux Marchandises & denrées du pays à raison de la circulation des Assignats, le Maximum arrêté pour la ville de Lille sera provisoirement suivi dans le pays conquis.

XVIII. Les Denrées & Marchandises requises pour la République seront livrées & payées sans délai, d'après *visa* de l'agence de Commerce, sur l'ordonnance du Commissaire-Ordonnateur en Chef de l'Armée; le prix en sera réglé selon le *Maximum* de Lille.

Les Denrées & Marchandises non comprises dans le *Maximum* de Lille seront payées sur le prix de la Facture avec une prime d'un tiers en sus, on y ajoutera :

1^{mo}. Les fraix de Transport.

2^{do}. Cinq pour cent, si l'Achat est fait chez un Marchand en gros.

3^{io}. Dix pour cent, si c'est chez un Marchand en détail. Les mêmes bases seront suivies de particulier en particulier.

XIX. Les auteurs des délits relatifs aux Assignats & à la vente au dessus du *Maximum*, seront traduits aux Tribunaux révolutionnaires établi par les Représentans du Peuple.

XX. Le prix de la main d'œuvre & de la journée de travail sera toujours réglé & fixé proportionnellement aux prix des Denrées & Marchandises, de maniere à assurer la subsistance aux Aisans, Ouvriers, Journaliers, & à pourvoir aux besoins de tous les individus, qui se nourrissent du produit de leur travail.

XXI. Le droit d'imposer des contributions appartient exclusivement aux Représentans du Peuple.

XXII. Tous individus, qui, sans pouvoir des Représentans du Peuple, des Généraux, des Commissaires ordonnateurs en Chef, ou sans leur approbation ou *visa* se permettoient de lever des Contributions, ou de faire des Réquisitions, quelqu'en soit l'espece, seront punis de mort; en conséquence il est ordonné aux Généraux & aux Commandans de places, de les faire arrêter & traduire aux Tribunaux criminels, pour y être jugés & punis sur le champ; tout agent quelconque, qui se sera écarté de ses pouvoirs, ou de ses construc-

tions, ou les aura excédés dans l'exercice du droit de Réquisition, sera arrêté & puni conformément à la Loi révolutionnaire du 14 Frimaire,

XXIII. Tout se qui aura été soustrait aux déclarations, que les Agens de la République sont chargés de demander, sera confisqué au profit de la République, & les propriétaires, détenteurs ou dépositaires payeront en outre une amende égale à la Valeur des objets soustraits ou non déclarés.

XXIV. Tout particulier, qui aura reçu, recélé ou caché des marchandises & effets appartenant au Gouvernement ennemi, ou aux émigrés, & tenu d'en faire la déclaration, sous trois jours, aux administrations, ou aux employés de l'agence de Commerce, sous peine de confiscation, d'amende, & d'être traité comme complice des ennemis & émigrés.

XXV. Celui qui dénoncera les contraventions à l'article précédent, & qui découvrira les objets soustraits ou cachés, recevra le tiers de la valeur desdits objets.

XXVI. Ceux qui tenteroient de faire des exportations vers le territoire occupé par les ennemis de la République, seront punis comme traitres, ennemis de la République & conspirateurs. Tous les objets saisis, ainsi que les biens du coupable seront confisqués au profit de la République.

Section seconde.

ADMINISTRATION.

I. Il y aura une Administration centrale à Aix la Chapelle pour le pays entre la Meuse & le Rhin. Sous cette Administration, il en sera formé sept autres, ainsi qu'il suit.

1.) à Maftricht, pour l'administration de la Généralité de Maftricht, pays de Fauquemont, Vaels, Wittem, Wilré, Dahlem & Mafeyck, Herlen, & la Campine Liégeoise.

2.) à Gueldres, pour l'administration de la Gueldre Prussienne & Autrichienne, les Comtés de Mœurs & de Clèves.

3.) à Aix la Chapelle, pour l'administration du Duché de Juliers, pays de Heyden, Borcette, Cornelimünster, & Aix la Chapelle.

4.) à Bonn, pour l'administration du pays, de la Ville & Electorat de Cologne.

5.) à Blanckenheim, pour l'administration des Comtés de Blanckenheim, Reiferscheid, Manderfcheid, Schleiden, & autres Principautés & Seigneuries, qui ne se trouveroient enclavées dans aucune autre administration environnant lesdits pays.

6.) à Limbourg, pour l'administration de tout le Duché de Limbourg.

7.) à Spa, pour l'administration du Comté de Franchimont, Spa, Looz, Stavelot, Malmédy, & le Pays de Liège entre la Meuse & l'Ourte.

II. Les divisions ou les arrondissemens particuliers, tels que Baillages, Mairies, Cantons, ou Municipalités, sont conservés avec leurs Territoires & Jurisdictions, selon leur composition actuelle.

III. Chaque Administration sera composée de quatorze Administrateurs; sept de ces Administrateurs résideront dans les différens arrondissemens, mais ils se rendront, au moins une fois par mois, au Chef lieu de leur Administration, pour rendre compte de la situation des affaires, de l'exécution des arrêtés, & pour concerter les nouvelles mesures à prendre pour le bien du service.

IV. Les fonctions confiées aux Administrations sont:

1^{mo}. Le recensement dans toutes les Communes de leur arrondissement des Grains, Fourrages, Bestiaux, Comestibles, Mines, Fabriques, Matières & Marchandises qu'elles renferment.

2^{do}. D'établir un mode d'exécution prompt & juste pour satisfaire aux réquisitions faites pour le compte de la République.

3^{io}. La conservation des bois & forêts, la vente par adjudication des parties des bois, qui peuvent être en coupe.

4^{to}. Le recouvrement des prix desdites ventes dans le délai de trois mois, savoir: moitié comptant, & l'autre moitié dans 3 mois.

5^{to}. Le recouvrement des prix des anciennes ventes; celui des impositions de toute nature, droits, redevances, & revenus.

6^{to}. L'entretien & réparation des chaufferies, de bâtimens, usines & manufactures appartenant à la République.

7^{mo}. L'exploitation des mines de charbon de terre, la libre acquisition & transports de ces matières; la distribution gratuite des chauffages aux vrais indigens.

8^{vo}. La surveillance des Revenus & des maisons de secours; l'établissement d'ateliers publics ou particuliers, pour employer les pauvres valides; la distribution de secours aux pauvres invalides, aux Veuves, Vieillards & Enfants. Chaque administration est autorisée d'employer à cet effet, sur les deniers provenant des impositions ordinaires, une somme de cent mille Livres.

9^{no}. L'impression, l'affiche & la publication dans toutes les Communes des Loix & Arrêtés qui leur seront adressés.

10^{mo}. Le versement par le Receveur particulier de l'Administration, dans la caisse des Payeurs de la République, de toutes les sommes provenant des objets ci-dessus, à mesure de leur rentrée.

V. Les sept Administrations seront sous la surveillance de l'Administration Centrale d'Aix la Chapelle; elles tiendront une correspondance suivie avec elle, & rempliront toutes les mesures qu'elle prendra pour l'exécution des Arrêtés des Représentans du Peuple.

VI. Les Administrations seront chargées de remplacer provisoirement, & sous l'approbation des Représentans du Peuple, tous les Magistrats, Baillifs, ou Maires de leur arrondissement qui sont absens; ceux qui sont incapables de remplir les fonctions, dont-ils sont chargés; ainsi que ceux notoirement suspects d'incivisme, ou de malveillance.

VII. Les membres de l'Administration seront solidairement, & individuellement responsables envers la République de l'exécution des mesures ci-dessus prescrites, ainsi que de la solvabilité de leur Receveur.

Section troisieme.

TRIBUNAUX.

I. Il sera établi auprès de chaque Administration un Tribunal supérieur composé de sept Juges: ce Tribunal connaîtra en matière civile de toutes les causes d'appel, des Jugemens de Tribunaux inférieurs, qui excéderont la somme de trois cents Livres, & les jugera en dernier ressort; il connaîtra seul & exclusivement à tous les autres Tribunaux, de délits & crimes, qui conformément aux Loix & usages du Pays, emporteront peine afflictive & corporelle; il prononcera sur iceux en dernier ressort. La Justice sera rendue gratuitement.

II. Les Magistrats & Juges du Pays jugeront, sans appel, & en dernier ressort, toutes les affaires jusqu'à concurrence de trois cents Livres.

III. Le Tribunal révolutionnaire établi à Aix la Chapelle connaîtra provisoirement, & jugera en dernier ressort les délits contrerévolutionnaires.

IV. Seront réputés coupables de ces délits, & jugés comme ennemis du Peuple Français tous ceux, qui seront convaincus de correspondance & d'intelligence avec les ennemis, & les Emigrés, d'actes, de complots, ou de discours contraires à la sûreté de la République. Tous les Magistrats, qui seront convaincus d'avoir excité ou favorisé des soulèvemens, soit par des actes publics, ou particuliers, soit par des discours. Tous ceux qui auront enfreint les Arrêtés des Représentans du Peuple, & spécialement ceux sur le *Maximum* & les Assignats. Tous ceux qui refuseroient les Assignats en paiement, soit de leurs créances, soit de leur marchandises, ou qui exigeroient en Assignats un prix au-dessus du *Maximum*. Les manufacturiers, marchands, Aubergistes, Boulangers, Bouchers, Cabaretiers, & généralement tous ceux, qui refuseroient de vendre les denrées & marchandises, qui chercheroient à les soustraire au commerce, & à la circulation; qui fermeroient leurs magasins, boutiques, auberges, cabarets, ateliers & manufactures, pour affamer le Peuple, & le réduire à la misère. Tous ceux qui auroient fabriqué, acheté, qui fabriqueroient, acheteroient, ou feroient le commerce de faux Assignats. Tous ceux enfin, qui auroient soustrait, recélé, volé, ou pillé des meubles & effets quelconques dans les maisons des Emigrés, & dans les Domaines appartenant à la République.

V. Dans tous les cas, où il n'y aura pas lieu à peine corporelle, le Tri-

bunal révolutionnaire pourra prononcer des Amendes proportionnées aux délits.

VI. Il y aura près de chaque Administration un Agent de la République, qui surveillera toutes les opérations, & celles des Administrations secondaires, & des Tribunaux; il en rendra compte toutes les Décades à l'Administration centrale; il veillera à la prompte Rentrée des Contributions & impositions, & des sommes provenant des ventes, locations & fermages des objets appartenant à la République; il fera traduire au Tribunal criminel révolutionnaire établi à Aix la Chapelle, les Administrateurs & Juges, qui prévariqueront dans leurs fonctions, qui par leurs discours, leurs écrits, ou leurs actions, exciteront des soulèvemens, & généralement tous ceux, qui discréditeront la Monnoye Républicaine, soit en la refusant en paiement de leurs denrées & marchandises, soit en vendant au-dessus du prix fixé par le *Maximum*, soit en se rendant coupables des délits & crimes exprimés dans l'Arrêté du 14 Vendémiaire portant création d'un Tribunal criminel révolutionnaire.

VII. Les Administrations nommeront leurs Secretaires, & les Tribunaux leurs Greffiers.

VIII. Le traitement des Administrateurs & des Juges des Tribunaux supérieurs civils & criminels sera de quatre cents Livres par mois. Les fraix de Secretaires & de Bureau seront réglés sur les Etats, qui en seront présentés aux Représentans du Peuple, par les Administrations & Tribunaux.

Le présent Arrêté sera traduit, imprimé, publié & affiché dans toutes les Villes & Communes du Pays d'entre Meuse & le Rhin.

Cologne le 24 Brumaire l'An 3^{me} de la République Française une & indivisible.

(Signé)

N. HAUSSMANN. FRECINE. JOUBER.

à GUELDRÉ & VENLO, de l'Imprimerie de la Veuve BONTAMPS & FILS.

I. Zu
bestehen.
1) Zu
Falkenbe
ger Kem
2) Zu
Geldern
3) Zu
von Bu
4) Zu
des folm
5) Zu
scheid, i
welche sic
sen befin
6) Zu
7) Zu
Stablo,
II. Di
oder Di
mensgeu
III. J
walter si
des Mo
chen, ur
Besten
IV. J
1) Ein
Sachen
2) Ein
der Rep
3) Di
theilweis
I. 2
richt n
alle 2
hunder
einzig
thaten
Straf
entgel
II.
alle 6
III
gegen
IV
fische
II
wan
geer
gistr
offer
beu
prät
hab
run
mul
ger
Be
zut
bet
die
tig
der
ge

De Volks-Representantenten willende de bestiering van het veroverd Land tusſchen Maas en Rhyu inrigten, en tevens de grondregels ontwerpen, welke ieder moet nakomen, beſluiten het volgende:

EERSTE AFDEELING.

ALGEMEENE GRONDREGELS.

I. Alle Inwooners der veroverde Geweſten, zyn onder de byzondere beſcherming der Franſche Republiek, mits zy op geenerhande wyze, 't zy openlyk, 't zy onderlyngs, de wapenen der verbondene Mogendheden begunſtigen.

II. Alle de geenen, die overtuigt zullen worden van Briefwiſſeling en verſtandhouding met de vyanden, onderhandelingen, ſamenrottingen, of ook geſprekken tegen de zekerheid des Franſchen Volks gehouden te hebben, zullen voor de revolutionaire Rechtbank gebragt, en na de wetten der Republiek geoordeeld worden.

III. Alle Magiſtraaten, alle publieke Amtenaaren, welke overtuigt zullen worden van oproer tegen de Republiek verwekt of begunſtigt te hebben, het zy door publieke of particuliere acten, het zy door geſprekken tegens de Franſche Revolutie, zullen voor de revolutionaire Rechtbank gevoerd, en als vyanden van het Franſche Volk veroordeeld worden.

IV. Alle uitgewekenen van het veroverd Land, die het reeds verlaten hebben, of nog zouden verlaten, om de wapenen tegen de Republiek te dragen, of begunſtigen, onder wat voorwendſel het ook zy, ook die ontwerpen van een Tegenomwenteling ſmeden, zullen, onder ſtraf des doods, niet meer kunnen terug komen.

Dit vonnis zal geveld, en binnen de 24 uren uitgevoerd worden door de Commiſſien, by de Legers opgerigt, ter veroordeeling van de Emigranten.

De goederen van de uitgewekenen, zo gereede als ongereede, zyn en blyven, van dit oogenblik af, aan de Republiek vervallen: vervolgens word een ieder gewaarſchouwt, die Bezitter, Pagter, onderhebber of bewaarer van genoemde goederen is, dezelve aantegeven, te geene, welke goederen onder zig hebben, zullen hunnen Eigendom, Schyten of Pand-brieven daarvan moeten bybrengen, op ſtraffe van als medeſchuldigen en begunſtigers van hunne Emigratie te zullen worden aangezien en beſtraft.

V. Dezelve ſtraf zal ook plaats hebben voor de gene, welke weten, dat er hier of daar eenige goederen van de uitgewekenen beruſten, en zulks niet komen aantegeven.

VI. De Onderhebbers der goederen, zo even als de Schuldnaars van de uitgewekenen kunnen zig (onder dezelve ſtraff) van hunne ſchuld niet als ten voordeele van de Republiek ontlasten, vervolgens zyn zy gehouden hier van aan den Agent of Voorgeſtelden van de Republiek, die hiertoe byzonderlyk in ieder arrondiſſement aangeſteld is, verklaring te doen; en tevens de hun aanvertrouwde goederen te overhandigen, ook het beſloop van hunne agterſtallige ſchuld te voldoen.

VII. De byzondere wetten en gebruiken van de veroverde Geweſten worden proviſioneel bybehouden, in zo verre dezelve niet tegens de beſluiten van de Volks-Representantenten aanlopen.

VIII. Alle zogenaamde Policy-Reglementen, voor zo veel dezelve niet door de beſluiten van de Volks-Representantenten zyn beperkt, de byzondere verordeningen voor de Houtgewaſchen en boſchen, en voornamelyk die, welke de toevoer op de Markten in de veroverde plaatſen betreffen, zullen proviſioneel, onder dezeive ſtraffe, op den ouden voet blyven plaats grypen.

IX. De Impoſten en alle andere Rechten, onder wat benaaming zy zyn, blyven voortduren, en worden ten voordeel der Republiek ontvangen.

X. De Magiſtraaten zullen zig aan de Generaals of Commandanten wenden, als de noodzaaklykheid verëiſcht eenen inwooner te arreſteeren.

XI. Niemand zal voor ſchuld in de gevangenis kunnen gezet worden; en die gene, welke zig om ſchulden werkelyk daarin bevinden, zullen op ſtaande voet in vryheid gezet worden.

XII. De Assignaten zullen in alle publieke kaſſen aangenomen worden, zo als ook in handel en wandel. Die, welke ze zullen weigeren, verſchreeuwen, of in miscredit zetten, ze vervalſchen, en die de valſche in omloop brengen, zullen voor de Rechtbank gebragt, en na de wetten van de Republiek geſtraft worden.

XIII. De Assignaten zullen dienen voor alle betaalingen, die aan de Republiek geſchieden moeten, 't zy by gewoonlyke Contributien (uitgenomen de Geld-Contributien, welke door de Representantenten des Volks alleen maar kunnen gedaan worden) of tot betaaling van aangekogte goederen van Emigranten, en zelfs voor gecontracteerde ſchulden vervallen voor dat den vyand het Land nog verlaten had. Deze ſchikking betreft ook 't Commerce-weezen, en Interesfen van de Inwooners, ten aanzien van alle hunne wederzydſche ſchulden, en wederſchulden.

XIV. De Assignaten zullen aangenomen worden in de Bank van Leening tot loſing der panden, zonder eenig onderſcheid, 't zy goud of zilver, of andere kostelykheden.

XV. Het baare geld in de publieke Kaſſen, en het gerichtelyk gedeponeerde zal door den Betaalder van de Armée tegens Assignaten omgewiſfeld worden; hiervan zyn alleen uitgenomen de Penningen, welke de Republiek toebehooren.

XVI. De Notariſten, Bankiers, en alle andere publieke Perſoonen zyn gehouden, binnen tien dagen, na de afkondiging dezès, hunne onder zig hebbende Dépôts van goud en zilver in handen van den Betaalder der Armée te ſtellen, welke hier voor de waarde in Assignaten zal terug geven: doch met uitzondering van 't geene aan de Republiek reeds is toegevoelen. De verzwyger zal de waarde van 't verzwegene verbeuren.

XVII. Om voortekomen, dat de kwaadwilligen, onder voorwendſel van de Assignaten, de koopmanſchappen en levensmiddelen niet tot eene buitengewoone hoogte zouden doen ryzen, zal het *Maximum*, voor de Stad Rysfel vaſtgeſteld, proviſioneel in de veroverde Geweſten worden gevolgd.

XVIII. De levensmiddelen en waaren voor de Republiek in requiſitie gezet, zullen, zonder uitſtel, geleverd en betaald worden, na behoortlyk voorzien te zyn met het *Viſa* van den Agent van 't Commerce-weezen, en ordonnantie van den Opper-Commisſaris-Ordonnateur der Armée. De pryzen hiervan zullen na 't *Maximum* van Rysfel beſtemd worden. De levensmiddelen en waaren in 't *Maximum* van Rysfel niet begrepen, zullen na den inkoop betaald worden met een premie van een derde daarenboven: hierby komen nog 1.) de Vragt-kosten; 2.) vyf ten honderd, zo den inkoop by een Koopman in 't gros geſchied. 3.) Tien ten honderd, zo den inkoop by een Koopman in 't klein geſchied. Dezelve grondregels zullen agtervolgd worden, van den eenen particulieren tot den anderen.

XIX. Aanbelangende de Assignaten en het verkopen boven het Maximum, hier van zullen de Hoofd-overtreders voor de, door de Representantenten des Volks opgerichte revolutionaire Rechtbank, gebragt worden.

XX. De Dagloon en 't werk der Ambagtslieden zal altyd aan den prys der levensmiddelen en waaren evenredig zyn; opdat den Kunſtenaar, Handwerksman en Daghuurder verzekerd zy van altoos zyn beſtaan te kunnen vinden.

XXI. Het recht van Contributie uitteſchryven behoort eenig en alleen aan den Representant des Volks.

XXII. Alle de geene, die zonder volmagt van de Volks-Representantenten, de Generaals, of de Opper-Commisſaris en Ordonnateurs, of zonder dezelfs goedkeuring of *viſa* zig onderſtaan zullen eenige contributien teligen of requiſitionen, hoe genaamd, te doen, zullen met den dood geſtraft worden. Dienſvolgens zyn alle Generaals en Commandanten van de plaatſen gelast, van zodanige Perſoonen te arreſteeren, en voor de crimineele rechtbank te brengen, alwaar zy zullen gevonden en oogenbliklyk geſtraft worden. Alle Agenten, zonder onderſcheid, die buiten hunne volmagt, of inſtructie zullen gaan, of wel dezelve by de oeffening van het recht van requiſitie overtreden hebben, zullen gearreſteerd, en na de revolutionaire wetten van den 14. Frimaire geſtraft worden.

XXIII. Alles, wat aan de opgave, welke de Agenten van de Republiek gelast zyn te vragen, onttrokken is, zal tot voordeel van de Republiek verbeurd verklaard worden; daarenboven zal de Eigenaar, of de geene, die de goederen terug houd of bewaart, eene boete betalen, gelyk aan de waarde van het terug gehoudene, of niet aangegevene.

XXIV. Ieder Ingezetene, die goederen en Effecten van het vyandelyk Gouvernement, of van de Uitgewekenen ontvangen, teruggehouden, of verborgen heeft, is gehouden dezelve binnen drie dagen aantegeven by de Adminiſtration, of by de Aangeſtelden, de Agenten van de Commerce, op ſtraffe van verbeurtverklaring, boete, en gehandeld te worden als begunſtiger der vyanden en Emigranten.

XXV. De geenen, welke de Overtreders van voorigen artikel zal aangeven, en die de verborgene of teruggehoudene zaaken zal ontdekken, zal een derde deel van de waarde der genoemde zaaken ontvangen.

XXVI. De geene, die zig onderſtaan zullen van goederen overtebrengen naar een Land, door de vyanden van de Republiek bezet, zullen als verraders, vyanden van de Republiek en ſamenzweerders geſtraft worden.

Alle zodanig gevondene Waaren, zo als ook de goederen des overtreders, zullen tot voordeel der Republiek verbeurd verklaard worden.

twede Afdeeling.

ADMINISTRATIE.

I. Te Aken zal eene middelpuntige of centrale Administratie voor het Land tusſchen Maas en Rhyn zyn. Onder deze zullen nog zeven andere Administraties worden opgericht, te weten:

1.) Te Maaſtricht voor de Administratie van de Generaliteits Landen van Maaſtricht, van 't Land van Valkenburg, Vaels, Witem, Wylre, Dahlem en Maſeyk, Herlen en de Luikſche Kempen.

2.) Te Gelder, voor de Administratie van 't Pruiſſiſch en Ooſtenrykſch Gelderland, Graaſſchap Moeurs en Hertogdom Cleve.

3.) Te Aken, voor de Administratie van 't Hertogdom Gulik, het Land van Heyden, Burſcheid, Corneli-Munſter en Aken.

4.) Te Bonn, voor de Administratie van 't Land van de Stad, en van het Keurvorſtendom van Keulen.

5.) Te Blankenheim, voor de Administratie van 't Graaſſchap Blankenheim, Reifferscheid, Munderscheid, Schleiden, en andere Vorſtendommen en Heerlyheden, welke nog onder gene andere aangrenzende Administratie begrepen zyn.

6.) Te Limburg, voor de Administratie van 't gehele Hertogdom Limburg.

7.) Te Spa, voor de Administratie van 't Graaſſchap Tranchemont, Spa, Looz, Stablo, Malmédy, en 't Luikerland tusſchen de Maasen de Ourte gelegen.

II. De byzondere verdeelingen of arrondisfementen, als de Ammannen, Voogdyen, Cantons of Municipaliteiten, blyven in hun grondgebied en Jurisdic tie bybehouden.

III. Ieder Administratie zal uit veertien Administrateurs beſtaan, waarvan er zeven in de onderscheide arrondisfementen moeten wonen. Deze Administrateurs zullen ten minſten eens 's maands in de Hoofdplaats moeten komen, om aldaar by de Administratie opening te doen van den toestand van zaaken, en rekenſchap te geven van de uitvoering der beſluiten, en tevens om de gepaste middelen tot bevoordering van den Dienst te beraamen.

IV. De verrichtingen aan de reſpectieve Administraties opgedragen, zyn:

1.) Het opneemen van Graanen, Voeder, Beeſten, Eerwaaren, Wynen, Stoffen, Fabriken en Waaren, welke in de onderscheide Gemeentens van hun Arrondisfement zig bevinden.

2.) Eene ſpoedige en regtvaardige ſchikking te treffen, ter uitvoering der reſquitiſten, welke voor rekening van de Republiek gedaan worden.

3.) Te bewaaren de Houtgewaſten en Boſſchen, het Houwbaar Hout niet als gerichtelyk en parceelwyze te verkoopen.

4.) De termynen van betaling by de verkooping te ſtellen in drie maanden, te weten: de helft aanſonds, en de andere helft binnen drie maanden.

5.) Het inmaanen der Penningen van de oude openſtaande verkopen, zo als ook de agterſtallige Impoſten, van wat natuur die zyn, als Rechten, Schattingen, Inkomſten.

6.) Het onderhoud en verbetering der publieke Wegen, Gebouwen, Werkplaatſen, en Fabrieken, aan de Republiek toebehoorende.

7.) Te zorgen voor den gang der Koolen-Mynen en voor den vryen verkoop en uitvoer derzelve, ook dat de waare behoeftigen voor niet met brand voorzien worden.

8.) Het opzigt over de Godshuizen en derzelve inkomſten, het oprichten van publieke en particuliere Werkplaatſen, om daardoor den armen Man, welken nog arbeiden kan, gelegenheid te geven, zyn brood te verdienen. Het verleenen der hulpmiddelen aan de behoeftigen, en die onvermogend zyn om hun beſtaan te winnen; aan de Weduwen, Kinderen en Gryzaarts. Ieder Administratie is bevoegt over honderd duizend Livres, uit de gewoonlyke Impoſten ten dien einde te diſponeeren.

9.) Te zorgen, dat de wetten en beſluiten, die hun worden toegezonden, gedrukt, in alle Gemeentens afgekondigt en aangeplakt worden.

10.) Dat de byzondere Ontvangers van de Administratie alle penningen, voortkomende uit het hierbovengenoemde, na maate dat dezelve inkomſten, in handen van de Betaalders van de Republiek worden geſteld.

V. Deze zeven Administraties zyn onder de opzigt van de centrale Administratie te Aken, met welke zy eene geregelde Correspondentie zullen houden, en zullen gehouden zyn alle maatregelen te volgen, welke de centraal Administratie nemen zal ter uitvoering van de beſluiten der Volks-Representanten.

VI. De Administraties zyn verpligt, onder goedkeuring der Volks-Representanten, de plaatſen van de afweezende Magiſtraats-Leden, Schouten of Voogden van hun Arrondisfement proviſioneel te bezetten, en die gene, welke onbekwaam zyn hun Amt behoorlyk waartenemen, en wel voornamelyk de kwaadwilligen, en die, welke verdagt zyn van de goede zaak niet te zyn toegedaan, afzetten, en anderen in derzelve plaats aanteltellen.

VII. De Leden van de Administratie zyn alle te ſamen, en een ieder in 't byzonder verantwoordelyk aan de Republiek, voor de uitvoering der hierbovengenoemde maatregels, zo als voor de zekere betaling van hunnen Ontvanger.

Derde Afdeeling.

RECHTBANKEN.

I. By ieder Administratie zal eene Opper-Rechtbank opgericht worden, beſtaande in zeven Rechters. Deze zal alle burgerlyke zaaken, welke door de ondergerichten gewezen zyn, mits de ſomme van drie honderd Livres te boven gaande, in appel aanneemen, en eindelyk beſliſſen. Deze Rechtbank zal met uitsluiting van alle andere Gerichten, alle verbreeken en misdaden, welke volgens de wetten en gewoontens van 't Land, lyf- en leven-ſtraffe na zig trekken, eenig en alleen oordeelen: van dit vonnis zal geen appel plaats kunnen hebben; de Juſtitie zal zonder eenige koſten en voor niet bediend worden.

II. Alle zaaken, waarvan het voorwerp niet meer als drie honderd Livres uitmaakt, zullen door de Magiſtraaten en Rechters van 't Land geoordeeld, en eindelyk afgedaan worden.

III. De revolutionaire Rechtbank, te Aken opgericht, zal proviſioneelyk over alle misdaden tegens de Revolutie oordeelen en eindelyk vonniſſen.

IV. Als ſchuldig aan deze misdaden, zullen aangezien, en als vyanden van 't Franſche Volk veroordeeld worden:

Alle de gene, die overtuigd zullen worden van Briefwifſeling, of verſtandhouding met de vyanden en Emigranten, ſamenzwering of ook geſprekken, tegens de veiligheid van de Republiek gehouden te hebben. Alle Magiſtraaten, die overtuigd zullen worden oproer verwekt of begunſtigd te hebben, 't zy onderlings of openlyk, of door geſprekken. Alle de gene, die de beſluiten van de Volks-Representanten overtreden, en voornamelyk die van 't Maximum en van de Aſſignaten: Alle de gene, welke weigeren zullen de Aſſignaten in betaling, 't zy voor ſchulden, of Waaren, aantemen, of daarvoor hunne Waaren boven den prys van 't Maximum zullen verkopen. De Fabrikanten, Kooplieden, Logementhouders, Bakkers, Slagters, Herbergiers, en doorgaans alle, die de levensmiddelen en waaren weigeren te verkopen, dezelve aan den handel en wasdel onttrekken; die hunne Magazynen, Winkels, Logementen, Werkhuizen, en Fabrieken zullen ſluiten, om het Volk uittehangen en in elend te brengen. Alle de gene, die valſche Aſſignaten gemaakt of gekogt hebben, of nog maken of kopen zouden, of handel in dezelve zouden doen.

En ten laaſten alle die gene, die eenige Meubels of hoegenaaſte Effecten uit de huizen van de Uitgewekenen, of van de Domainen der Republiek terug gehouden, verborgen, geſtoolen, of geplunderd hebben.

V. In alle deze gevallen, waarop gene lyfſtraffe geſteld is, zal de revolutionaire Rechtbank eene geldboete, evenredig aan de misdaden, opleggen.

VI. In ieder Administratie zal een Agent van de Republiek aangeſteld worden, welke het oog zal houden op alle derzelve operaties, alsmede op de Administrateurs in de onderscheidene Kantons woonende, zo als ook op de Gerichten: hiervan zal hy alle Decaden rekenſchap geven aan de centrale Administratie. Denzelve Agent zal zorgen voor de prompte betaling der Contributien en Impoſten, en tevens ook voor de Penningen, welke uit het verkopen, verhuuren en verpagten der goederen van de Republiek voortkomen; verders zal hy voor de crimineele Rechtbank, te Aken opgericht, doen brengen alle de Administrateurs en Rechters, welke tegens hunnen pligt zullen handelen; ook die door hunne geſprekken, geſchriften of handelingen oproer zullen verwekken, en doorgaans alle de gene, die de Republikaanſche Munt in miſcrediet zullen brengen, 't zy met dezelve te weigeren tot betaling van hunne levensmiddelen en koopmanſchappen, 't zy met boven den geſtelden prys van 't Maximum te verkopen, en eindelyk met zig ſchuldig te maken aan de misdaden, in 't beſluit van den 14 Vendémiaire vermeld, inhoudende de aanſtelling van eene crimineele revolutionaire Rechtbank.

VII. De Administraties zullen hunne Secretariſen zelfs benoemen, zo als de Rechtbanken hunne Griffiers.

VIII. Het Tractement van de Administrateurs en Richters van de hooge Burgerlyke en Crimineele Rechtbank is op vier honderd Livres 's maands vaſtgeſteld. Dat voor de Commiſſarissen en de koſten van de Bureaux zullen, na dat daarvan door de Administraties en Rechtbanken eenen ſtaar zal gemaakt, en dezen aan de Volks-Representanten overgegeven zyn, beſtemd worden.

Dit tegenwoordig beſluit zal vertaald, gedrukt, afgekondigt en aangeplakt worden in alle Steden en Gemeentens van 't Land tusſchen Maas en Rhyn gelegen.

Gedaan te Keulen den 24 Brumaire, het derde Jaar der Franſche een en onverdeelbare Republiek.

(Onderteekend)

N. HAUSSMANN. FRECINE. JOUBER.